

P E T I T I O N

A la suite du refus de la DRH de nous prêter la salle Agassac pour organiser notre forum, celui-ci s'est tenu dans le hall. Cependant, la direction est intervenue pour perturber l'initiative et le débat. Avec les salariés qui ont soutenu l'initiative, nous portons à votre connaissance la pétition que nous adresserons au gouvernement :

"Prenant acte que, dans une situation difficile du secteur bancaire, le gouvernement a octroyé 400 milliards d'aide aux banques, nous, salariés de Groupama, vous demandons de prendre toutes vos responsabilités afin de défendre un secteur essentiel pour le financement de notre économie et plus particulièrement aujourd'hui, le Groupe Groupama.

Nos objectifs :

- **La survie du Groupe**
- **Le maintien des emplois, des sites et des entreprises du groupe**
- **Le respect des engagements envers les assurés**
- **S'assurer que GROUPAMA fera bien de l'ASSURANCE, son métier**

En conséquence, nous demandons :

1^{ère} demande :

- **le gel du plan de Monsieur Azéma repris et aggravé par Mrs Martel et Colin, le gel de toutes les mesures visant l'emploi et les sites, les entreprises.**
- **le gel de toute décision pouvant conduire à la cession d'entreprises et/ou filiales du Groupe.**

2^{ème} demande :

- **la mise en place d'un audit pour mettre cartes sur table et établir en toute transparence la situation du Groupe.**

Cette première initiative a pour objet de créer les conditions d'une maîtrise de la situation du Groupe et donc à partir de cette connaissance, l'élaboration de mesures adéquates pour réparer les dégâts provoqués par les placements hasardeux de nos dirigeants.

3^{ème} demande :

A partir de cet audit, la **mise en place d'un débat public sur l'avenir du Groupe et du secteur** avec les patrons, les organisations syndicales, les associations d'assurés, les associations de consommateurs, les personnels administratifs et commerciaux, les représentants des agents, les courtiers, les représentants de L'Etat, des Régions et départements dans lesquelles Groupama est employeur.

4^{ème} demande :

L'Etat doit prendre ses responsabilités. En 2009, il a accordé 400 milliards d'euros à la profession dans son plan de sauvetage des banques.

Nous demandons, dans le même esprit, une intervention de l'Etat : recapitalisation, adossement, etc ... toutes les pistes doivent être étudiées.

5^{ème} demande :

Ce plan de sauvetage doit prévoir un accompagnement dans la gestion de nos entreprises par l'Etat et les représentants de ces salariés. Pour ces derniers, nous préconisons un droit d'opposition. "

Bordeaux, le 10 novembre 2011

A Lundi pour la signature de la pétition.

Vos commentaires :